

## Opinion

LA CHRONIQUE DE

# Pascal Praud

## Mabouls, vous avez dit mabouls ?



L'expression employée par Emmanuel Macron pour discréditer tous ceux qui aspirent à plus de fermeté envers le régime algérien fait réagir notre chroniqueur

CNEWS/AUGUSTIN DÉTIENNE

**A**llez dire ça à tous ces mabouls qui nous expliquent qu'il faudrait se fâcher avec l'Algérie ! À qui pensait Emmanuel Macron lundi quand il a répondu à un médecin algérien qui déplorait de ne pouvoir travailler dans un hôpital de l'Ariège ? À qui pensait le président de la République sinon à Bruno Retailleau ? « Quitte à ouvrir une de ces polémiques dont vous avez le secret, au moins auriez-vous pu avoir la franchise d'assumer que vous me mettiez en cause », a répondu l'ancien ministre de l'Intérieur dans une lettre envoyée à l'Élysée que *Le Figaro* a publiée mercredi.

Qui sont les mabouls ? La plupart d'entre nous sans doute. « Les Français exigent que la France soit respectée », poursuit Bruno Retailleau. Elle ne l'est pas. L'Algérie retient dans ses geôles un otage français, Christophe Gleizes. L'Algérie refuse de reprendre ses ressortissants en situation illégale sur le sol français. L'Algérie a condamné Boualem Sansal. Elle condamne ces jours derniers le Prix Goncourt Kamel Daoud pour un livre qui est interdit en Algérie (*Houris*, Gallimard 2024) sans que le président de la République ni la ministre de la Culture, madame Pégard, ne disent le moindre mot, n'écrivent le moindre tweet. L'Algérie désigne la France comme ennemie héréditaire dans son hymne national : « Ô France ! Le temps des palabres est révolu. Nous l'avons clos comme on ferme un livre. Ô France ! Voici venu le jour où il te faut rendre des comptes. Prépare-toi ! » La France est devenue une rente pour l'Algérie, une rente victimaire qu'elle entretient depuis 1962. N'invertissons pas les rôles : l'Algérie mène un combat contre la France. Pas le contraire.

### Instaurer un rapport de force

L'ancien ambassadeur de France en Algérie Xavier Driencourt (de 2008 à 2012 puis de 2017 à 2020) prône une ligne de fermeté et un rapport de force, la seule politique, dit-il, que comprenne Abdelmadjid Tebboune, président de la République algérienne démocratique et populaire depuis le 19 décembre 2019.

La France a accordé 200 000 visas aux Algériens en 2025. Les accords signés en 1968 sont hérités de la période postcoloniale. Ils instituent un régime migratoire plus favorable pour les Algériens que pour n'importe quel étranger arrivé d'Afrique, d'Amérique ou d'Asie. Les ressortissants algériens ont un statut à part : accès accéléré à la carte de résident, regroupement familial assoupli, ouverture plus rapide des prestations sociales. Est-ce bien raisonnable au regard des relations franco-algériennes ?

Et que je sache, le voyage de Laurent Nuñez à Alger n'a rien changé, même si le ministre de l'Intérieur a affirmé mercredi au Sénat que le dialogue avait repris entre les deux pays. Laurent Nuñez est resté flou sur les résultats obtenus. Et pour cause ! Ils sont infimes. Il y a 720 Algériens retenus dans les centres de rétention

administrative (CRA). Ce sont 720 individus qui ont l'obligation de quitter le territoire (OQTF). Depuis le voyage de Laurent Nuñez, 19 Algériens sont retournés dans leur pays d'origine. Lors des questions posées au gouvernement, monsieur Nuñez n'a pas dévoilé ces chiffres validés par son ministère. On le comprend.

### L'art de l'esquive

S'il est un domaine dans lequel Emmanuel Macron ne craint personne, c'est quand il pratique l'art de l'esquive. Le président est passé maître dans la diversion. Le « en même temps » est une diversion permanente. Ainsi Emmanuel Macron a préféré stigmatiser les mabouls quand il eût fallu regarder le sort des médecins étrangers présents un peu partout en France. Pourquoi viennent-ils ici, sinon parce que la France a besoin d'eux ? Et sans doute parce qu'ils sont mieux rémunérés que dans leur pays d'origine. Les déserts médicaux ont trouvé une solution : l'arrivée de médecins étrangers, preuve supplémentaire de notre déclin. L'épisode mabouls révèle une plaie française : la dépendance du système de santé.

Depuis neuf ans qu'Emmanuel Macron est à l'Élysée, il a nommé dix ministres de la Santé. Comment imaginer une politique médicale construite, cohérente, efficace ? Tout cela n'est pas sérieux. L'hôpital public est devenu un lieu où on vient pour un rhume ou une fatigue. Il représente 50 % des dépenses de santé. Il est imperméable à la transparence. Il est souvent le premier employeur de la ville ou du département. Les élus locaux ont besoin de cette économie. L'hôpital public réclame des changements à tous les étages, que l'administration Macron n'a pas faits. Les hôpitaux publics sont pilotés par des médecins qui n'ont pas une âme de chef d'entreprise. Décisions incohérentes, inertie kafkaïenne, inefficience endémique rythment le quotidien des CHU au détriment du patient.

La médecine libérale ne va guère mieux. Consulter un praticien généraliste coûte 30 euros qui seront en partie remboursés par la Sécurité sociale. La paupérisation des médecins libéraux est une réalité. Ils déplorent un temps perdu à effectuer des tâches administratives que les agences régionales de santé (ARS) imposent au nom de la bureaucratie victorieuse.

Comment ne pas évoquer enfin l'in vraisemblable cursus universitaire des étudiants qui sont nés un stéthoscope à la main et n'ont jamais imaginé travailler à l'usine ou au bureau. Leur parcours est parfois un chemin de croix. Ils quittent la France s'ils ne sont pas reçus en deuxième année puisqu'il est impossible de redoubler la première année de médecine. Ils partent pour l'Espagne, la Roumanie ou la Belgique. Ils y resteront six ans, le temps d'un cycle qui les ramènera ensuite chez eux pour la suite de leurs études.

Emmanuel Macron aurait dû évoquer ces sujets quand il était en déplacement lundi dans l'Ariège. Hélas ! Il a fait comme il aime faire : un tour de passe-passe. Dommage ! La France manque de médecins. Elle fait venir sur son sol des praticiens étrangers. Elle envoie étudier ses enfants hors du pays. Voilà ce qui devrait révolter le chef de l'État. Les mabouls ne sont pas ceux qu'on croit. ●

**L'Algérie mène un combat contre la France. Pas le contraire**